

fonds international pour la diversité culturelle

Investir dans la créativité.
Transformer les sociétés.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Diversité
des expressions
culturelles



Rapport 2015

explorer les voies du développement durable





<p>PARAGUAY 6</p>		<p>HAÏTI KENYA NIGÉRIA SERBIE 10</p>		<p>ZIMBABWE 14</p>
	<p>BRÉSIL 8</p>		<p>AFRIQUE DU SUD 12</p>	
<p>MALAWI 16</p>		<p>PÉROU 20</p>		<p>SAINTE-LUCIE 24</p>
	<p>AFRIQUE DU SUD 18</p>		<p>BURKINA FASO 22</p>	

préface	3
principaux résultats et impact	4
faits marquants	6 - 25
donateurs	26
le FIDC des années plus tard	27
liste des projets financés 2010 - 2014	28



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Diversité
des expressions
culturelles

Section de la diversité des
expressions culturelles

Secteur de la culture
UNESCO

7, place de Fontenoy
F-75352 Paris 07 SP
France

IFCD.Convention2005@unesco.org
www.unesco.org/ifcd

rédactrice en chef

Danielle Cliche, Secrétaire de la
Convention sur la protection et
la promotion de la diversité des
expressions culturelles

coordination

Doyun Lee, Section de la diversité
des expressions culturelles, UNESCO

rédaction et édition

Eugene Liang, Liang Comunicações

édition finale

Denise Bax, Marlène Zenié Raffin,
Juanita Casas Castrillón, Anna Ewa
Ruszkiewicz, Siyue Fan et Doyun
Lee, Section de la diversité des
expressions culturelles, UNESCO

conception graphique

Marcos de Figueiredo Nunes,
Liang Comunicações / liang.com.br

Copyright UNESCO 2015
Imprimé par l'UNESCO

Les idées et les opinions exprimées dans
cette publication sont celles des auteurs,
elles ne reflètent pas nécessairement les
points de vue de l'UNESCO et n'engagent
en aucune façon l'Organisation.

Les désignations employées dans
cette publication et la présentation des
données qui y figurent n'impliquent de
la part de l'UNESCO aucune prise de
position quant au statut juridique des
pays, territoires, villes ou zones, ou de
leurs autorités, ni quant au tracé de leurs
frontières ou limites.



Préface

L'année 2015 marque le 70^e anniversaire de l'UNESCO ainsi que les 10 ans d'application de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Il y a dix ans, les États membres de l'UNESCO ont exprimé une forte conviction pour la mise en place d'une plate-forme de coopération internationale consacrée à favoriser la créativité et la diversité des expressions culturelles.

L'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 25 septembre 2015, représente un autre jalon. Plus de 150 dirigeants du monde entier ont salué le nouveau programme articulé autour de 17 objectifs de développement durable visant à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités, à encourager le respect de tous, à améliorer l'accès à l'éducation et à bâtir des institutions et des partenariats forts au cours des 15 années à venir.

À une époque de changements sans précédent, le processus de mondialisation transformant rapidement les sociétés, toutes les idées innovantes, les connaissances créatives et les expériences inspirantes pour façonner un meilleur avenir devraient être exploitées. Dans cet esprit, le Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO (FIDC) défend l'idée d'une participation plus importante de la culture et de la créativité aux programmes internationaux de développement durable.

D'abord et avant tout, le FIDC mobilise des ressources financières à destination des pays en développement afin de favoriser les secteurs culturels dynamiques. Il finance quelque 80 projets dans 48 pays en développement – dont 50 % en Afrique et 38 % dans des pays moins avancés ; 43 % de ces projets bénéficient directement aux jeunes.

La 4^e édition de la brochure du FIDC démontre l'effet tangible de l'action du FIDC sur le terrain. Elle présente des preuves concrètes de la façon dont la créativité contribue au développement durable par le biais de ses meilleures pratiques.

La brochure relate la manière dont les jeunes créateurs autochtones génèrent des emplois et favorisent la croissance économique en exploitant tout le potentiel de l'édition numérique au Brésil. Le projet FIDC au Burkina Faso place la créativité au cœur de l'épanouissement urbain en stimulant le développement local dans les 13 régions du pays.

Cependant, n'oublions pas que le FIDC est une source de richesses qui va bien au-delà de toute valeur monétaire. En effet, il touche un aspect vital du développement humain en procurant aux communautés un fort sentiment d'identité et de cohésion.

Le FIDC encourage de nouvelles formes de créativité et d'innovation par l'autonomisation des jeunes talents des arts du spectacle en Afrique du Sud. Il soutient les femmes créatrices de biens culturels, en formant des jeunes femmes issues de communautés défavorisées au Paraguay. Ces projets sont une source de bien-être collectif et contribuent à l'édification de sociétés inclusives qui rassemblent des communautés à travers la diversité des expressions culturelles.

La brochure de cette année témoigne que le changement commence à l'échelle locale. Elle confirme que le FIDC crée des ponts entre le global et le local et entre le local et le global. Elle montre que cela n'est possible que grâce à votre partenariat et votre engagement.

Nous devons impliquer tous les acteurs ! Nous devons engager les gouvernements nationaux et locaux et rassembler les chefs d'entreprise. Nous devons également impliquer la société civile et renforcer les opportunités de nouveaux partenariats avec le secteur privé. Travaillons ensemble à découvrir le pouvoir transformateur de la créativité, des arts et des industries créatives et à relever les défis de l'intégration culturelle en tant que moteur du développement durable !

Danielle Cliche

Secrétaire de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

La créativité transforme notre monde



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un ensemble d'objectifs universels et porteurs de changements. Ces 17 objectifs de développement durable, ambitieux et de grande portée, sont axés sur l'être humain. Les projets financés par le FIDC portent sur 11 d'entre eux.

1 PAS DE PAUVRETÉ



Le FIDC mobilise des ressources financières à l'intention des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, pour les aider à réaliser des projets portant aussi bien sur le développement et la mise en œuvre de politiques culturelles que sur le renforcement des capacités des entrepreneurs culturels.

5.3M
de dollars des E-U
financent des projets
dans 48 pays en
développement

50%
des projets sont
en Afrique

38%
dans des pays
moins avancés

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



Les projets du FIDC et leur soutien à la créativité et à l'innovation favorisent une meilleure qualité de vie et renforcent le bien-être individuel et collectif.



des projets
du FIDC renforcent
la cohésion sociale
par la créativité

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



De nouveaux talents et de nouvelles formes de créativité et d'innovation sont favorisés et renforcés grâce à des possibilités d'apprentissage inclusif soutenues par le FIDC.

des fonds du FIDC sont utilisés
40%
pour encourager
les jeunes talents



près de
des fonds du FIDC
sont destinés
au développement
des capacités
professionnelles

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Le FIDC soutient la participation des femmes aux industries culturelles et créatives en tant que créatrices, productrices et consommatrices des expressions culturelles, et s'assure de leur participation aux programmes de formation et d'apprentissage.

Plus de **35%** des projets du FIDC ont été menés par des femmes



1 000 000 \$US
ont été investis pour
la promotion de
l'égalité des genres

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Le FIDC explore le potentiel des industries culturelles et créatives au cœur de l'économie créative, pour générer des emplois verts et stimuler le développement local.

3 000 000 \$US



investis par le FIDC
pour soutenir de jeunes
entrepreneurs culturels

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



Le FIDC renforce les infrastructures organisationnelles et institutionnelles jugées nécessaires pour soutenir la viabilité des industries culturelles et créatives locales et régionales, et leur marché.

50%

des fonds du FIDC soutiennent le développement des industries culturelles et créatives

10 INÉGALITÉS RÉDUITES



Le FIDC encourage la participation et la collaboration dans le secteur de la créativité des individus et des groupes sociaux.

Avec le FIDC, plus de **10** communautés autochtones ont bénéficié du numérique



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



Le FIDC place la créativité et l'innovation au cœur du développement urbain durable.



plus de **60** villes ont bénéficié du soutien du FIDC pour l'élaboration de politiques culturelles locales



de personnes ont bénéficié de politiques de développement local intégrant la culture grâce au soutien du FIDC

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



Le FIDC soutient le renforcement des capacités de production et de distribution dans le domaine de la culture et de la créativité, ainsi que la promotion de la culture et la production locales.



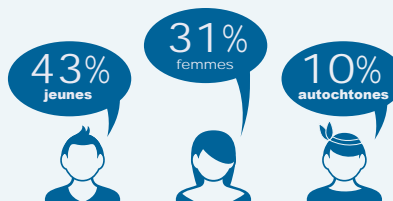
plus de **15%** des fonds du FIDC financent la créativité numérique

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Le FIDC contribue à construire des sociétés inclusives et participatives. Il élargit la participation de groupes sociaux et d'individus, y compris des femmes, des jeunes et des peuples autochtones, et favorise un environnement qui rapproche les communautés grâce aux expressions culturelles et aux industries créatives.

Les fonds du FIDC sont dédiés à la promotion des :



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



Le FIDC, en tant que plateforme internationale de coopération pour le développement durable, a reçu plus de 7,6 millions de dollars des E-U de multiples donateurs dans le but de favoriser l'émergence de secteurs culturels dynamiques dans des pays en développement.



ont été collectés pour les projets du FIDC grâce aux partenariats

propulsés par la culture

PARAGUAY



Quoi :

Mener des activités de cartographie, de formation et de mise en réseau pour créer cinq organismes culturels pour la jeunesse

Qui :

Asociación Colectivo de Cultura y Participación

Quand :

Mars 2014 – mars 2015

Pourquoi :

Pour promouvoir la participation active des jeunes dans les industries culturelles et créatives

Financement du FIDC :

90 000 \$US

Offrir des opportunités professionnelles aux jeunes au Paraguay



plus

www.goo.gl/M91tkX

En 2014, grâce au financement du Fonds international pour la diversité culturelle, Cultura y Participación para el Cambio Social (CyP), un centre de recherche en sciences sociales, a lancé à Asunción, au Paraguay, un projet intitulé *Desde el Barrio*. Ce projet a été conçu pour promouvoir la participation des jeunes aux industries culturelles. Nous avons recueilli le témoignage de M. Romilio González, directeur de projet à CyP.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur ce projet ?

Romilio González : Bien sûr. Tout a commencé par une démarche cartographique. Nous avons d'abord sélectionné cinq quartiers situés à la périphérie d'Asunción : Lambaré, San Jorge, San Jerónimo, Bañado Sur et Banco San Miguel-Bañado Norte. Nous avons ensuite cartographié précisément ces zones pour identifier les groupes culturels qui y agissaient, ainsi que le type de profil artistique que ces groupes soutenaient.

Comment ces groupes ont-ils bénéficié du projet ?

RG : Pendant six mois, nous avons organisé 40 ateliers de formation avec ces cinq organisations culturelles, pour développer les capacités de 100 jeunes hommes et jeunes femmes. Certaines organisations ont bénéficié de cours de musique et de percussions, d'autres ont pu renforcer leurs compétences théâtrales et chorégraphiques, tandis que les derniers concentraient leurs efforts sur la photographie et la vidéo. Par exemple, depuis que Banda Koygua (l'une des cinq organisations culturelles créées dans le cadre de *Desde el Barrio*) a rejoint le projet, le groupe a été embauché pour jouer au Mercado 4, un grand marché public du quartier de San Jorge.

“

Je pense que les institutions publiques comme le secteur privé devraient investir davantage dans les arts et la culture au niveau des communautés, parce que la culture contribue au développement durable.

Romilio González
Directeur de projet



40

ateliers de formation
organisés

100

jeunes formés

1 000

jeunes venus de divers
groupes culturels
concernés

5

organismes culturels
mis en place

les best-sellers numériques



BRÉSIL



Quoi :

Renforcer les capacités professionnelles des populations autochtones issues de 8 communautés différentes

Qui :

Thydêwá

Quand :

Mars 2014 – mars 2015

Pourquoi :

Pour favoriser leur participation active dans le secteur de l'édition numérique

Financement du FIDC :

90 950 \$US

Transformer des jeunes autochtones en entrepreneurs du numérique au Brésil

 plus www.goo.gl/aNF14s

 visitez www.thydewa.org

En 2014, l'Organisation non gouvernementale Thydêwá a bénéficié du soutien du Fonds international pour la diversité culturelle pour mettre en œuvre le projet « Publications en ligne publiées par des auteurs d'origine autochtone - entrepreneuriat culturel, créateurs autochtones et culture numérique au Brésil ». Thydêwá s'est fixé pour objectif d'habiliter des groupes autochtones afin de devenir entrepreneurs créatifs. À terme, le projet aboutira à la création d'une start-up, et à la production de livres numériques en quatre langues (portugais, espagnol, anglais et français).

Nous nous sommes entretenus avec M. Sebastián Gerlic (Président de Thydêwá), Mme Fernanda Martins (journaliste et coordinatrice du projet) et Laís (participante au projet).

“ Nous avons organisé 80 heures de formation, où les 16 participants ont reçu des apprentissages dans des domaines comme la culture numérique, les industries créatives, l'entrepreneuriat et la durabilité des initiatives.

“ La société se nomme « Da Terra Produções », et ce sera une entreprise sociale. Le but est de donner aux jeunes autochtones l'autonomie pour créer et mettre en œuvre des projets susceptibles de générer des revenus. À travers l'action de cette entreprise sociale, ces jeunes auront les ressources et l'assurance pour dire : nous écrivons les articles nous-mêmes. Nous prendrons les photos nous-mêmes. Et vous pourrez les acheter quand ils seront prêts.

“ Grâce au livre numérique, un plus grand nombre de lecteurs pourra découvrir notre culture et notre histoire, et par conséquent comprendre nos actions. Les histoires que nous racontons ont une signification profonde : ce sont des leçons de vie telles que l'importance d'une coexistence culturelle pacifique et l'égalité de toutes les cultures entre elles.

Fernanda Martins
Journaliste et coordinatrice
du projet



Sebastián Gerlic
Président de Thydêwá



Laís
Participante au projet



80

heures d'ateliers
de formation

8

livres
numériques
publiés

16

jeunes professionnels
aux capacités
renforcées

50 000

personnes de 8
différentes communautés
bénéficiaires



start-up
lancée

en de bonnes mains

HAÏTI
KENYA
NIGÉRIA
SERBIE



Quoi :

Renforcer les politiques culturelles nationales et régionales liées au secteur de l'édition

Qui :

PEN International

Quand :

Mars 2014 – mai 2015

Pourquoi :

Pour renforcer l'édition en langues minoritaires dans ces pays

Financement du FIDC :

100 000 \$US

L'édition en langues minoritaires remporte une victoire majeure grâce à la mise en réseau



PEN International est l'organisation d'écrivains la plus importante au monde. En 2014, elle s'associe avec le Fonds international pour la diversité culturelle pour mettre en œuvre le projet « Renforcement des industries de l'édition dans les langues minoritaires en Haïti, au Kenya, au Nigéria et en Serbie ».

Mme Sarah Clarke, chef de projet au PEN International, et M. Zoran Paunović (Centre PEN de Serbie), partagent leurs réflexions sur l'importance de ce projet et sur le rôle-clé des réseaux qui en ont fait son succès.

Pourriez-vous nous présenter ce projet ?

PEN International : Le projet vise à diversifier et à renforcer les industries de l'édition dans les langues minoritaires par (1) le recensement des principaux défis rencontrés par les industries de l'édition et des lacunes des politiques affectant ces industries, (2) l'élaboration de recommandations pour le renforcement des politiques culturelles visant à la promotion des industries de l'édition en langues de minorités et (3) le développement et le renforcement d'un réseau constitué par les principales parties prenantes œuvrant pour la promotion des industries concernées.

Quel est le rôle des réseaux dans ces trois stratégies ?

Zoran Paunović : Les réseaux jouent un rôle fondamental. Par exemple, nous avons organisé un séminaire de recherche dans le cadre du Salon international du livre de Belgrade, pendant lequel nous avons pu échanger des idées avec près de 70 parties prenantes, y compris des maisons d'édition, des journalistes, des traducteurs et des éditeurs. L'objectif était de constituer un réseau, de démarrer des échanges et de lancer les bases de futurs partenariats.

“ Le projet vise à réaliser une analyse comparative et à établir des points communs afin qu'un ensemble de bonnes pratiques et de recommandations relatives à l'édition en langues minoritaires puisse émerger. À l'avenir, ces bonnes pratiques pourraient être appliquées à d'autres pays et régions, afin d'assurer la durabilité du projet.

Sarah Clarke
Chef de projet



4 pays
3 continents

18

mois de projet

15

séances de
sensibilisation
réalisées

+250

langues minoritaires
concernées dans le
secteur de l'édition

fêter les partenariats

AFRIQUE DU SUD



Quoi :

Renforcer les capacités des compagnies de théâtre et réunir les artistes professionnels et les enseignants

Qui :

ASSITEJ South Africa

Quand :

Avril 2014 – avril 2015

Pourquoi :

Pour favoriser le développement du secteur des arts du spectacle pour le jeune public en Afrique du Sud

Financement du FIDC :

98 252 \$US

Les partenariats aident les jeunes à exceller en Afrique du Sud



L'ASSITEJ South Africa (Association internationale du théâtre pour l'enfance et la jeunesse – Afrique du Sud) est un organisme sans but lucratif qui fonctionne comme une plate-forme de mise en réseau destinée aux personnes travaillant dans le domaine du théâtre en faveur des jeunes. En avril 2014, l'ASSITEJ a mis en place, grâce au soutien du Fonds international pour la diversité culturelle, un projet appelé *Theatre4Youth* (Théâtre pour les jeunes). Mme Yvette Hardie, Présidente de l'ASSITEJ SA, et les bénéficiaires, Mme Joanna Evans (de la compagnie de théâtre Pillow Fort) et M. Mthokozisi Zulu (de la compagnie EdUfUn), nous ont parlé de ce projet et de sa mise en œuvre profondément ancrée dans les réseaux.



C'est grâce aux réseaux que

nous sommes en mesure de partager nos connaissances et d'échanger nos expériences, ce qui nous aide à constituer de meilleures pratiques et à les mettre en œuvre. C'est par le biais des réseaux que nous ajoutons de la valeur à ce que nous faisons, en trouvant les bons partenaires ou en allant à la recherche de financements. La mise en réseau nous a rendus plus solides et plus qualifiés en tant qu'organisation.



Avant d'être envoyés à

Johannesburg pour l'atelier organisé par l'ASSITEJ, nous n'étions pas conscients de l'importance de développer nos compétences en matière d'argumentation, de mise en réseau et de lobbying. Grâce au projet Theatre4Youth, nous disposons maintenant de cet ensemble de compétences, et nous les utilisons pour créer des partenariats avec des bailleurs de fonds potentiels des secteurs public et privé.



Dans notre cas, notre production

« Patchwork » a réussi à créer un sens plus profond de la viabilité financière. Une fois de plus, tout a commencé par la mise en réseau : Yvette Hardie nous a mis en relation avec le directeur de l'organisme local de financement participatif, Thundafund, qui nous a aidés à lancer une campagne réussie destinée à lever des fonds pour financer nos billets d'avion pour l'Italie et notre participation au festival « Visioni di Futuro, Visioni di Teatro ».

Yvette Hardie
Présidente de l'ASSITEJ SA



Mthokozisi Zulu
Compagnie EdUfUn



Joanna Evans
Compagnie de théâtre
Pillow Fort



+1 200

jeunes ont participé à 12 forums organisés dans 8 provinces



10 compagnies de théâtre ont renforcé leurs capacités de production

32 000

personnes et 450 enseignants concernés



143 compagnies de théâtre et 387 écoles ont rejoint Theatre4Youth

sur la bonne voie



ZIMBABWE



Quoi :

Élaborer une stratégie nationale en matière de droit d'auteur et créer une plate-forme pour en contrôler la mise en œuvre

Qui :

ZIMCOPY - Reproduction Rights Organization of Zimbabwe

Quand :

Avril 2014 – décembre 2014

Pourquoi :

Pour renforcer la capacité institutionnelle du pays en vue de l'application de la loi sur le droit d'auteur

Financement du FIDC :

92 928 \$US

Développer un environnement favorable aux industries créatives au Zimbabwe



plus

www.goo.gl/zEhAQA

ZIMCOPY est une organisation à but non lucratif engagée dans la promotion du respect du droit d'auteur au Zimbabwe. En 2014, avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle, Zimcopy a élaboré une stratégie nationale visant à renforcer l'application de la loi sur le droit d'auteur au Zimbabwe et a créé une plate-forme pour le suivi régulier de cette stratégie.

M. Greenfield Chilongo (Directeur exécutif de Zimcopy), Mme Glenda Mutasa de l'Office de la propriété intellectuelle du Zimbabwe (Zimbabwe Intellectual Property Office - ZIPO) et la cinéaste bénéficiaire, Mme Rumbi Katedza, nous ont parlé du projet et raconté comment cette stratégie contribuera au développement des industries créatives dans le pays.

“

La piraterie est un problème majeur dans notre pays, un fait qui empêche vraiment le développement des industries créatives du Zimbabwe. En réponse à ce problème, le projet vise à élaborer une stratégie nationale du droit d'auteur pour sensibiliser les parties prenantes, ainsi que les artistes et les décideurs à l'importance de promouvoir la créativité dans le respect des droits de propriété intellectuelle.

“

La cartographie a été décisive pour nous, car elle nous a aidés à concevoir une stratégie non seulement solide et pertinente, mais aussi très complète. Je crois que cette stratégie va jouer un rôle important dans le développement des industries créatives au Zimbabwe.

“

Cette stratégie aidera les consommateurs à apprécier la valeur du droit d'auteur, non seulement en leur faisant prendre conscience que la violation du droit d'auteur est un crime, mais aussi en les aidant à comprendre que les produits culturels portent une valeur économique et culturelle, et que cette valeur doit être respectée et appréciée par le grand public.

Greenfield Chilongo
Directeur exécutif
de Zimcopy



Glenda Mutasa
Office de la propriété
intellectuelle du Zimbabwe



Rumbi Katedza
Cinéaste bénéficiaire



10

objectifs nationaux
ont été établis

+50

parties prenantes
multisectorielles ont
participé



Conception d'une
stratégie nationale du
droit d'auteur



Création du Forum
du droit d'auteur du
Zimbabwe

l'industrie du film en cours de réalisation

MALAWI

Quoi :

Élaborer une stratégie nationale et un plan d'investissement pour l'industrie cinématographique

Qui :

Commission nationale du Malawi pour l'UNESCO

Quand :

Avril 2014 – octobre 2014

Pourquoi :

Pour renforcer l'industrie cinématographique nationale par le biais de l'élaboration de politiques

Financement du FIDC :

42 490 \$US

Aider l'industrie du cinéma du Malawi à connaître un nouvel essor



plus

www.googl/9Jmqhc

En 2014, la Commission nationale du Malawi pour l'UNESCO a lancé le projet « Mise en place d'une industrie cinématographique durable » au Malawi, avec l'appui financier du Fonds international pour la diversité culturelle. La proposition visait à renforcer l'industrie cinématographique du Malawi par l'élaboration d'une stratégie d'investissement et de développement pour les cinq années à venir.

Ci-dessous les points essentiels d'une conversation tenue avec M. Christopher Julio Magomelo, coordinateur du projet, et M. Ezaius Mkandawire, Président de la Film Association of Malawi (FAMA).

Pouvez-vous nous présenter ce projet ?

Christopher Magomelo : Tout d'abord, nous avons identifié huit domaines critiques dans notre pays. Ensuite, nous avons organisé deux tables rondes avec différents spécialistes des industries cinématographique et audiovisuelle afin de discuter des solutions possibles pour ces huit domaines critiques. Enfin, une conférence de presse a été organisée pour présenter les résultats des tables rondes, en présence des représentants du gouvernement, des médias et des parties prenantes.

Comment les politiques culturelles nationales ont-elles été influencées par le projet ?

CM : Nous avons directement influencé deux politiques : la modification de la « Loi sur la censure et le contrôle des spectacles de 1968 », qui deviendrait la « Loi sur la classification et le contrôle des spectacles », et la création d'un Conseil national des arts et du patrimoine qui disposera d'un fonds pour le cinéma. Ce conseil aura pour mission de superviser les activités de l'industrie culturelle.

“ Nous avons maintenant un document évolutif, la « stratégie », qui représente un premier pas vers un développement long et durable des industries culturelles et créatives.

Ezaius Mkandawire
Président du FAMA



8

zones critiques de l'industrie cinématographique identifiées

+100

parties prenantes ont participé aux tables rondes

18

résumés techniques écrits par les professionnels et les experts du cinéma

5

ans de stratégie pour développer l'industrie du cinéma

un projet qui mérite des applaudissements

AFRIQUE DU SUD



Quoi :

Bâtir les capacités des organisations de la société civile et leur donner accès aux possibilités de financement

Qui :

Arterial Network - South African Chapter

Quand :

Juin 2014 – décembre 2015


Pourquoi :


Pour améliorer les possibilités de financement pour la communauté des créateurs en Afrique du Sud

Financement du FIDC :

73 514 \$US

Identifier les possibilités de financement pour renforcer le secteur créatif en Afrique du Sud

 plus www.goo.gl/mHqyev

 visitez arterialnetwork.org

Arterial Network South Africa (ANSA) est une organisation à but non lucratif dédiée à la construction d'un secteur créatif dynamique et unifié en Afrique du Sud. En 2014, l'ANSA a bénéficié du Fonds international pour la diversité culturelle pour la réalisation d'un projet ayant pour objectif de proposer aux principales parties prenantes un espace de mise en réseau, de discussion et d'accès à des informations essentielles sur les opportunités de financement.

M. Valmont Layne, Secrétaire général de l'ANSA et coordinateur des programmes, a partagé ses réflexions sur le projet. M. Bongani Njalo (administrateur de Jazz Arts et artiste indépendant) et Mme Lorraine Tanner (chef de projet à la Harlequin Fondation), tous deux bénéficiaires du projet, l'ont rejoint.

“

Le projet est basé sur une étude et deux ateliers. Les deux ateliers étaient conçus comme des espaces d'échange d'expériences et de renforcement des capacités pour trente-sept participants, tous membres d'organisations de la société civile. Au cours de ces formations, nous avons cherché à identifier les personnes-clés susceptibles de s'intéresser à la viabilité financière du secteur.

“

J'ai beaucoup appris sur la façon de bâtir des relations plus professionnelles avec les investisseurs. Après avoir participé à l'atelier, je sais comment organiser et présenter des arguments pour la levée de fonds de façon plus claire, objective et précise. Les ateliers ont réellement contribué à faire évoluer la relation entre les investisseurs et les bénéficiaires pour de nombreuses organisations.

“

J'ajouterai également que les investisseurs devraient jouer un rôle plus actif et aider les organisations artistiques non seulement en finançant leurs projets, mais aussi en faisant le suivi et l'évaluation des projets financés, ce qui permettrait au secteur d'améliorer ce que nous faisons. Je pense aussi qu'il faut consacrer plus de temps au développement de réseaux et d'échanges, comme nous le faisons maintenant.

Valmont Layne
Secrétaire général de l'ANSA
et coordinateur des programmes



Bongani Njalo
Jazz Arts et artiste indépendant



Lorraine Tanner
Chef de projet à la Harlequin Fondation



1

cartographie et collecte de données à l'échelle nationale

200

organisations ont participé à la collecte de données

2

ateliers de formation réalisés

37

membres de la société civile ont renforcé leurs capacités de financement

une place de choix pour la culture

PÉROU



Quoi :

Organiser des ateliers favorisant le dialogue entre les principaux intervenants, y compris les secteurs public et privé et le milieu universitaire

Qui :

Ministère de la culture

Quand :

Juillet 2014 – juillet 2015

Pourquoi :

Pour identifier les défis du Pérou et favoriser de nouvelles opportunités de financement de la culture

Financement du FIDC :

21 090 \$US

Rassembler les intervenants-clés afin de discuter des moyens efficaces pour financer la culture



En 2014, le Ministère de la culture du Pérou a reçu un appui financier du Fonds international pour la diversité culturelle pour identifier les défis du pays afin de soutenir la culture. Lancé en octobre 2014, le projet consistait à organiser des réunions avec les principales parties prenantes afin de partager les idées et les meilleures pratiques dans ce domaine, et d'organiser un atelier pour renforcer les capacités de cinquante gestionnaires culturels. Mme Blanca Alva Guerrero et Mme Maria Ysela Leyva, chefs de projet au Ministère de la culture, nous en ont parlé.

Comment pouvons-nous démontrer que la culture est un investissement rentable ?

Blanca Alva Guerrero : Nous avons besoin d'une meilleure interaction entre les personnes et les institutions. Nous devons apprendre à dialoguer et à nous ouvrir à tous les secteurs, afin d'impliquer un plus grand nombre d'acteurs. Il nous faut plus d'exemples de programmes culturels viables et de projets réussis que nous puissions utiliser comme référence et reproduire à travers le pays.

Comment ce projet vous a-t-il aidés à bâtir des alliances pouvant conduire à des investissements culturels plus importants ?

BAG : Au cours des réunions intersectorielles, nous avons constaté une très bonne interaction entre tous les secteurs. Par exemple, un représentant du Ministère des finances a fourni des conseils aux représentants des communes sur la conception et l'élaboration de projets culturels afin d'obtenir des fonds. Ces réunions ont également conduit à la mise en place d'un réseau, le *Red Cultural Lima Norte*, qui intègre les coordonnées de nombreux acteurs du secteur culturel.

“ Nous voulions que des gestionnaires culturels se mettent autour d'une table pour discuter de la culture et échanger des informations. Nous voulions aussi rapprocher ceux qui créent des projets culturels et ceux qui peuvent les financer.

Maria Ysela Leyva
Chef de projet



5

réunions sectorielles
organisées

+400

personnes inscrites
pour un atelier sur le
financement de la culture

50

responsables
culturels ont renforcé
leurs capacités

13

recommandations sur
le financement de la
culture répertoriées

insuffler une nouvelle vie à la culture

BURKINA FASO



Quoi :

Élaborer et mettre en place des politiques culturelles et des programmes de renforcement des capacités dans les 13 régions du pays

Qui :

Ministère de la culture et du tourisme

Quand :

Juin 2014 – décembre 2016

Pourquoi :

Pour favoriser le développement culturel durable au niveau local

Financement du FIDC :

100 000 \$US

Les politiques culturelles promeuvent le développement local au Burkina Faso



En juin 2014, le Ministère de la culture et du tourisme du Burkina Faso, avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle, a lancé un projet de 18 mois pour décentraliser les politiques culturelles dans le pays. L'objectif en était de contribuer au développement national par la mise en œuvre de politiques culturelles locales.

M. Bourahima Ouedraogo, responsable de projet et Directeur des études et de la planification du Ministère de la culture et du tourisme du Burkina Faso, a partagé avec nous les principaux éléments du projet. M. Kabore Adama, producteur au CITO, Carrefour international de théâtre de Ouagadougou, et M. Jean Gabriel Nadembega, Président de la délégation du 10ème arrondissement de Ouagadougou, ont bien voulu le rejoindre.

“ Ce projet a pour objectif principal de préparer les politiciens et les artistes locaux de chacune de nos treize régions administratives au nouveau modèle de gestion de la culture au Burkina Faso. Basé sur la décentralisation des politiques culturelles, ce nouveau modèle permet aux parties prenantes locales de développer leurs projets de façon indépendante par rapport à la capitale.

Bourahima Ouedraogo
Responsable de projet



“ En agissant localement, nous pouvons aborder avec plus de précision les défis et les possibilités culturels propres à chaque région. Ceci aide aussi à identifier les capacités à bâtir et à renforcer.

Jean Gabriel Nadembega
10ème arrondissement
d'Ouagadougou



“ Ce projet est vraiment inclusif et complet. Il répond à un besoin urgent et réunit des parties prenantes de différents horizons, aussi bien des représentants du gouvernement que des artistes locaux.

Kabore Adama
Producteur au CITO



1

campagne nationale
de sensibilisation
lancée

13

régions du Burkina
Faso ont bénéficié
du projet

+500

parties prenantes
culturelles directement
impactées

1

guide national
du secteur créatif
élaboré

un nouveau modèle pour la culture

SAINTE-LUCIE



Quoi :

Dresser la cartographie des industries culturelles de 7 communautés, les analyser et former des entrepreneurs culturels

Qui :

Ministère du tourisme, du patrimoine et des industries créatives

Quand :

Mars 2014 – mars 2015

Pourquoi :

Pour positionner Sainte-Lucie comme un pays culturellement dynamique et économiquement novateur

Financement du FIDC :

54 522 \$US

Élaborer des politiques culturelles pour renforcer le secteur créatif à Sainte-Lucie



En 2014, le Fonds international pour la diversité culturelle et le Ministère du tourisme, du patrimoine et des industries créatives de Sainte-Lucie (MTHCI), se sont réunis pour mettre en œuvre un projet visant à faire de Sainte-Lucie un pays culturellement dynamique et économiquement novateur grâce à l'instauration d'une cartographie nationale pour les industries culturelles qui puisse guider de manière efficace l'élaboration de politiques.

M. Donovan Williams, Secrétaire permanent au MTHCI, et Mme Finola Jennings Clark, Directeur de la Fondation pour le développement culturel, nous ont parlé de ce projet.

Pourquoi est-il nécessaire de mettre en œuvre un tel projet ?

Finola Jennings Clark : Lorsque le Ministère a été créé il y a quelques années, de nombreuses consultations étaient déjà en cours pour déterminer les besoins existants afin de développer le secteur créatif. Mais on ne disposait d'aucune donnée fiable pour étayer les politiques culturelles ou pour guider l'industrie créative. Ainsi, nous avons compris que nous devons recueillir des renseignements tels que la contribution économique du secteur créatif, les défis, les opportunités et ainsi de suite.

Le projet a-t-il mené à des changements dans les politiques culturelles ?

Donovan Williams : Le projet a renforcé la nécessité d'établir le cadre juridique et réglementaire approprié pour soutenir la croissance des industries créatives, par le biais de la Loi sur les industries créatives actuellement en cours de rédaction. Le projet de cartographie a permis aussi de définir qui sont les parties prenantes du secteur et de clarifier qui peut bénéficier de la Loi et contribuer à ses différentes dispositions.

“ Nous avons développé un « programme de renforcement des capacités », conçu dans le but principal de doter les acteurs du secteur créatif de compétences techniques et entrepreneuriales, ce qui leur permettra d'inscrire leurs efforts personnels dans la durée.

Donovan Williams
Secrétaire permanent
au MTHCI



433

personnes des industries créatives répertoriées

7

communautés de Sainte-Lucie ont bénéficié du projet

1

base de données en ligne sur les industries créatives lancée

7

recommandations nationales élaborées

Cercle de confiance

Depuis le début de la deuxième étape de la stratégie de levée de fonds en juillet 2014, pas moins de 20 pays ont contribué au Fonds. Grâce à leur précieuse contribution, **837 345 \$US** ont été investis dans des projets dans des pays en développement pour créer des environnements favorables à la créativité et à la diversité des expressions culturelles.

Le FIDC tiens à exprimer ses plus sincères remerciements aux pays qui ont récemment commencé à faire des dons et surtout à ceux qui contribuent régulièrement au Fonds.



PAYS	TITRE DU PROJET	MONTANT (\$US)	CYCLE DE FINANCEMENT
------	-----------------	----------------	----------------------

Afrique

Afrique du Sud	Mobilisation de fonds pour financer les industries culturelles	59 935	2010
	Soutien à l'entrepreneuriat créatif en Afrique du Sud et aux productions artistiques à partir de matériaux recyclés	81 000	2011
	ArtSAnow : offrir aux opérateurs culturels et aux responsables politiques des informations en temps réel sur les industries créatives en Afrique du Sud	99 318	2012
	Sensibilisation et échange d'informations : promotion du secteur de la créativité en Afrique du Sud	73 514	2013
	Theatre4Youth : Familiariser les jeunes avec le théâtre	98 252	2013
Bénin	Élaboration de nouveaux modèles économiques pour l'industrie musicale	20 000	2010
Burkina Faso	Promotion du rôle de la culture dans le développement national	60 813	2010
	Un festival pour soutenir de nouveaux projets de théâtre	35 000	2010
Cameroun	Décentralisation et politiques culturelles : un nouveau modèle de gouvernance de la culture au Burkina Faso	100 000	2013
	Création d'une banque de données sur les productions audiovisuelles africaines	80 000	2010
	Offrir de nouvelles chances aux femmes handicapées au sein des industries culturelles camerounaises	32 701	2012
Congo	La décentralisation, la diversité des expressions culturelles et les politiques locales : un nouveau paradigme pour les stratégies de développement local au Cameroun	78 560	2012
	Initiation des artistes congolais aux TIC	50 000	2010
Côte d'Ivoire	Mise en valeur du potentiel culturel de Yopougon	29 892	2010
	Créer une industrie culturelle autour du balafon en Côte d'Ivoire	50 885	2012
Kenya	Cartographie des industries culturelles	100 000	2010
	Développement et promotion de la sculpture sur pierre	35 000	2010
	Création d'opportunités pour les communautés autochtones dans les industries culturelles du Kenya	95 547	2011
Madagascar	Développement de la production et de la commercialisation des lambahoany	26 563	2010
	Soutien au secteur de l'édition	44 985	2010

PAYS	TITRE DU PROJET	MONTANT (\$US)	CYCLE DE FINANCEMENT
Malawi	Développement des industries culturelles du Malawi	10 000	2011
	Mise en place d'une industrie cinématographique durable	42 490	2013
Mali	Promotion de la Convention de 2005	67 268	2010
Mozambique	Combattre le chômage des jeunes à l'aide des industries culturelles	65 000	2011
Namibie	Promotion de l'expression artistique des groupes vulnérables	5 000	2010
Niger	Formation des professionnels du théâtre	30 588	2010
	Renforcement des capacités pour la promotion des industries culturelles émergentes au Niger	80 000	2011
Sénégal	Laboratoire de formation pour la création numérique	50 000	2010
	Yakaar : Centre de formation aux arts du spectacle	40 000	2010
	Formation des responsables culturels sénégalais dans la mise en œuvre de la politique culturelle	99 550	2011
Tchad	Professionnalisation des artistes du spectacle	100 000	2010
	« Jeunesse émergente » : renforcer la coopération sous-régionale et promouvoir les jeunes talents dans le secteur musical africain	57 007	2014
Togo	Soutien à l'artisanat togolais	29 500	2010
	Élaboration d'un plan stratégique pour mettre en œuvre des politiques culturelles au Togo	98 698	2011
Zimbabwe	Mesurer l'apport économique des industries culturelles au Zimbabwe	99 023	2011
	Formation à la gestion et au commerce pour les professionnels de la culture et les associations artistiques	97 365	2012
	Élaboration d'une stratégie nationale en matière de droit d'auteur	92 928	2013
Projet régional Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Mozambique, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie	Aider la jeunesse africaine à exploiter le potentiel du secteur musical	98 756	2014

PAYS	TITRE DU PROJET	MONTANT (\$US)	CYCLE DE FINANCEMENT
Argentine	Festival de courts métrages pour les jeunes talents	58 973	2010
	La formation professionnelle au service de l'emploi dans les arts du spectacle	100 000	2010
Barbade	Promotion de l'exportation de la musique caribéenne vers le marché nord-américain	100 000	2011
Brésil	Production de programmes pour enfants par des réalisateurs autochtones au Brésil	97 580	2011
	Publications en ligne publiées par des auteurs d'origine autochtone – entrepreneuriat culturel, créateurs autochtones et culture numérique au Brésil	90 950	2013
Cuba	Enquête sur la production audiovisuelle en Amérique latine et dans les Caraïbes	45 080	2010
	Promouvoir les expressions culturelles afro-cubaines auprès des jeunes	93 101	2012
Grenade	Élaboration d'une politique culturelle globale	42 000	2010
Guatemala	Promotion de la participation des peuples autochtones dans les industries culturelles	97 744	2010
	INCREA LAB : ouvrir des perspectives aux entrepreneurs culturels autochtones	98 610	2012
Mexique	La mise en œuvre de la Convention de 2005 est l'affaire de tous	30 344	2010
	Renforcer les industries culturelles pour promouvoir le développement local au Mexique	98 871	2012
	Promouvoir la participation des jeunes au sein des industries de l'édition et de la musique au Mexique	100 000	2014
Paraguay	Promouvoir la participation active des jeunes dans les industries culturelles au Paraguay	90 000	2013
Pérou	Plate-forme d'information sur la diversité des expressions culturelles au Pérou	70 850	2010
	Financement de la culture au Pérou : obstacles à surmonter et chances à saisir	21 090	2013
Sainte-Lucie	Soutien à la tradition musicale des Steel Pan (instruments de percussion métalliques)	49 664	2010
	Mesurer la contribution sociale et économique des industries culturelles à Sainte-Lucie	54 522	2013

PAYS	TITRE DU PROJET	MONTANT (\$US)	CYCLE DE FINANCEMENT
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Réforme des politiques culturelles nationales de Saint-Vincent-et-les Grenadines	43 605	2011
Uruguay	Projet Comparsa de promotion de la participation sociale par la musique	65 500	2010
	Promouvoir la créativité et la participation culturelle pour atténuer la pauvreté en Uruguay	95 115	2011
	Encourager une participation active des groupes vulnérables dans le secteur créatif en Uruguay	99 600	2014

Asie et Pacifique

Bangladesh	Réunion ministérielle pour encourager la ratification de la Convention dans la région Asie-Pacifique	38 000	2010
Cambodge	Association de jeunes artistes pour le développement des futures industries culturelles du Cambodge	81 341	2011
	Bâtir une industrie des arts du spectacle durable au Cambodge	100 000	2014
Indonésie	Développer une micro-industrie audiovisuelle sur l'île de Siberut, en Indonésie	99 982	2012
Mongolie	Les statistiques culturelles en action : dresser un tableau précis des industries culturelles en Mongolie	79 000	2012
République démocratique populaire lao	Séminaire sur la mise en œuvre de la Convention de 2005	5 000	2010
Tadjikistan	Renforcement et diversification de la production musicale au Tadjikistan	85 000	2011

PAYS	TITRE DU PROJET	MONTANT (\$US)	CYCLE DE FINANCEMENT
------	-----------------	----------------	----------------------

États arabes

Maroc	Élaborer une politique efficace pour la promotion des industries culturelles au Maroc	98 400	2014
Tunisie	Création d'une bibliothèque de référence multilingue	30 000	2010
	Renforcement du secteur du livre en Tunisie	50 000	2010

Europe du Sud-Est

Bosnie-Herzégovine	Cartographie de l'industrie du film en Bosnie-Herzégovine	35 700	2011
Croatie	Réglementation du marché du livre et promotion de la lecture en Croatie	26 000	2011
	Bâtir une ville créative : développer les industries créatives de Zagreb	82 988	2012
ex-République yougoslave de Macédoine	Mesurer le rôle économique de l'industrie audiovisuelle dans l'ex-République yougoslave de Macédoine	74 740	2012
Monténégro	Les industries culturelles, moteur du développement dans les Balkans	88 705	2012
Serbie	Activités de développement professionnel pour entrepreneurs culturels en Serbie	97 250	2011
	Renforcer les capacités institutionnelles locales et régionales en vue d'élaborer des politiques concernant les industries culturelles en Serbie	64 655	2014

Multi-régions

Haïti Kenya Nigéria Serbie	Renforcement des industries de l'édition dans les langues minoritaires en Haïti, au Kenya, au Nigéria et en Serbie	100 000	2013
-------------------------------------	--	---------	------

Le FIDC est le
Fonds mis en place par la
Convention sur la protection et
la promotion de la diversité des
expressions culturelles dans
le but d'investir dans des projets
qui conduisent à un changement
structurel, démontrant la valeur de la
culture et sa contribution aux
processus de développement
durable, en particulier à la
croissance économique et la
promotion d'une qualité
de vie décente.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Diversité
des expressions
culturelles

CLT-2015/WS/19